

10 JOURS pour convaincre

À la veille de la date anniversaire de la victoire du NON au traité constitutionnel européen, nous sommes fortement mobilisés pour obtenir le maximum d'eurodéputé-e-s.

Contrairement à 2005, la question des droits des femmes a été bien moins au cœur de la campagne. Le foisonnement de débats suscités par notre parti, des mouvements associatifs ou syndicaux ne s'est pas reproduit ! Pourquoi ? Les femmes ont-elles vu leur vie améliorer ? L'égalité femmes/hommes a-t-elle été conquise dans un seul pays européen ?

Tout au contraire, mais voilà, la crise est passée par là et une nouvelle fois la cause des femmes a été reléguée au second plan. Exploitées par les politiques libérales, discriminées parce que femmes, elles sont très présentes dans les manifestations unitaires qui se déroulent à un rythme soutenu.

Éminisme Commu

sur le site du PCF
www.pcf.fr/femmes

commission

Droits des femmes/féminisme

POUR L'AMÉLIORATION DE L'INFORMATION

Le bulletin mensuel existe depuis 2003.

Or, plusieurs fédérations nous ont fait part de sa réception irrégulière.

Afin de leur permettre de l'utiliser et de le diffuser au mieux, notamment auprès des dirigeants-e-s de leurs départements, nous souhaiterions être informées des anomalies de son envoi ainsi que des remarques pour en améliorer le contenu.

MAI 2009

Activité de la commission nationale

Réunion de la commission à Bordeaux **Page 2**

Agir pour des rapports homme/femme respectueux **Page 3**

Actions unitaires

IVG médicamenteuse Mères porteuses **Page 4**

Pour la loi cadre, action le 12 juin Grande manifestation nationale le 17 octobre 2009 **Page 5**

Solidarité internationale

Action des Mauritanienes **Page 6**

Agenda **Page 7**

Comment aller chercher les voix une par une si nous ne prenons pas en compte leurs vécus ? Faire les liens entre vie quotidienne et politiques européennes est indispensable pour convaincre de la nécessité de voter pour les listes **Front de Gauche**.

Il nous reste 10 jours pour multiplier les rencontres avec les femmes dans les quartiers, les entreprises, pour organiser des réunions d'appartement, pour amplifier la signature des appels, pour élargir le cercle des communistes dans la bataille, pour enrichir notre rassemblement unitaire. Alors simplifions notre argumentation pour aller à l'essentiel. Au fond, les femmes ont au moins 4 raisons de voter pour les listes **Front de gauche pour changer d'Europe** :

1. Donner un carton rouge à Sarkozy

Il faut mettre un coup d'arrêt à toutes ses réformes qui accentuent la précarité, développent le temps partiel imposé, plongent des millions de foyers dans le chômage, cassent les services publics. Et toutes les statistiques le prouvent, ce sont les femmes qui sont aux premiers rangs de tous ces mauvais coups.

2. Changer d'Europe

L'Europe d'aujourd'hui accompagne et amplifie les effets dévastateurs de la crise, il faut la changer. Les femmes doivent obtenir l'autonomie dans tous les domaines et partout. En luttant pour la reconnaissance des droits des femmes, nous luttons pour le respect des droits de l'Humanité tout entière, on tire donc l'ensemble de la société vers le haut. C'est le sens de notre engagement aux côtés de Gisèle Halimi en faveur de "la clause de l'Européenne la plus favorisée".

3. Faire avancer l'unité, le rassemblement

Dans les luttes, les salarié-e-s ont su construire l'unité, ensemble nous pouvons dépasser les divisions stériles et bousculer la donne à gauche.

4. S'appuyer sur des élu-e-s européen-ne-s en phase avec les aspirations populaires

Pour s'opposer aux politiques libérales et soutenir les mobilisations, pour faire reculer les discriminations et imposer des avancées nouvelles dans une Europe de pleine égalité, les élu-e-s du **Front de Gauche** seront de précieux atouts.

Jusqu'au 7 juin, ne baissons pas la garde ! Chaque geste compte !

Laurence Cohen

RÉUNION DÉCENTRALISÉE À BORDEAUX

À Bordeaux, comme à Marseille, il a été difficile de réunir les camarades des fédérations alentour pour créer les meilleures conditions d'une commission nationale décentralisée. Il semblerait que ce ne soit pas dans les traditions de travailler de cette façon. À la limite, les camarades préfèrent venir à Paris. Soit ! En même temps, mon sentiment est qu'il faudrait organiser une multitude de réunions identiques par fédération tant les débats sont riches.

Après une introduction de ma part redonnant les enjeux du féminisme, l'engagement du Parti sur cette question, les reculs constatés comme dans l'ensemble de la société, Nadhia Khacel anime une discussion sans tabou. Elle aborde tous les aspects de notre bataille féministe : les atouts, les difficultés, les interrogations des unes, les blocages des autres.

Faut-il des réunions entre femmes ? Le bulletin féministe hebdomadaire ne parvient pas aux copines présentes. À qui l'adresser ? Pourquoi ne le faire parvenir qu'aux femmes ? Comment travailler à l'égalité alors que le combat est si rude et qu'il faut être sur tous les fronts ?

1. Un constat des conséquences de la crise est dressé et le tableau est particulièrement noir

- Reculs de l'autonomie des femmes tant au plan économique qu'au plan personnel avec la remise en cause du droit de pouvoir disposer de son corps (contraception, IVG...).
- Montée des intégrismes religieux qui oppriment les femmes.
- Situation des familles monoparentales qui sont peu prises en compte.
- Casse des services publics dont les conséquences sont désastreuses pour les femmes. Une part importante de la soirée a d'ailleurs été consacrée aux problèmes de garde des enfants. Les jeunes couples sont littéralement étranglés par les frais de nourrices ce qui remet en cause le travail des femmes, les attaques contre l'école maternelle ne pouvant qu'aggraver ce phénomène.
- Recrudescence des violences faites aux femmes.
- Attention de ne pas tomber dans la victimisation des femmes.

2. Quelques remarques générales

Besoin de parler de ce qu'est le patriarcat, et en quoi ce système d'oppression se nourrit du capitalisme et inversement.

Notre bataille doit s'appuyer sur la question des libertés : liberté pour les femmes de...

Nécessité que la question du féminisme soit portée par l'ensemble de la direction départementale et pas seulement par un noyau de copines.

Notre campagne des européennes est très peu tournée vers les droits des femmes, même si certaines candidates ne manquent aucune occasion de s'en faire écho, ainsi Cathy Daguerre, numéro 2 sur la liste *Front de Gauche* de cette région.

Décisions prises

- Se constituer un mailing afin de diffuser largement le bulletin féministe national dans l'ensemble de la fédération.
- Utiliser le modèle de tracts contenu dans le bulletin féministe de mai pour faire une distribution en direction des femmes.
- Proposer, dans le droit fil de la séance du Conseil national de juin : *La conquête des droits des femmes conditionne toute transformation de société*, un Conseil départemental avec le même ordre du jour.
- Prévoir une session de formation sur le féminisme et le communisme.
- Envisager, pour la prochaine Fête de l'Humanité Gironde, un débat sur les droits des femmes.

Débat passionné et passionnant, le moment de se quitter a sonné sans qu'on ait vu le temps passer !

Envie de poursuivre, d'aller plus loin dans nos réflexions communes, de construire des initiatives ensemble.

Une fois de plus, la confirmation est faite qu'on ne nait pas féministe mais qu'on le devient.

Laurence Cohen



AGIR POUR DES RAPPORTS FEMMES/HOMMES dignes et respectueux

Courrier adressé aux associations mises en demeure, par le conseiller d'Orelsan, pour avoir osé manifester, afin d'obtenir un débat public avant son concert, devant une salle de spectacle, à Rennes, où devait se produire le rappeur.

Le PCF était partie prenante d'une même initiative qui a eu lieu le 13 mai devant le Bataclan à Paris.

Monsieur le Président,

Je tiens à m'associer au mouvement de solidarité qui vous entoure suite aux menaces de mise en demeure par le conseiller du rappeur Orelsan.

Comme vous le savez sans doute, Madame Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, et moi-même avons interpellé le Directeur du Printemps de Bourges en date du 26 mars, afin que ce jeune rappeur renonce à diffuser des paroles discriminatoires, infamantes, donnant des femmes une image dégradante et encourageant toutes les violences.

Notre parti est profondément attaché à la liberté de création, mais nous le sommes tout autant au respect de l'être humain. Nous nous élevons contre les appels à la violence pouvant conduire à des faits irréparables dans un pays où une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son compagnon. Nous sommes d'ailleurs à la disposition de ce Jeune rappeur pour en débattre.

Votre action pacifique pour obtenir la possibilité de vous exprimer dans les salles avant les concerts de M. Orelsan, ainsi que celle des trois autres associations, ne peut que faire évoluer une vision d'un monde où les hommes et les femmes entretiendraient enfin des rapports d'égalité. C'est pourquoi je trouve totalement injustifié que l'association *Pulsart*, ainsi que les trois autres associations, soient mises en demeure pour des faits beaucoup plus honorables que les paroles proférées dans cette chanson.

En vous renouvelant toute ma solidarité,

Veuillez recevoir, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Paris, le 12 mai 2009
Laurence Cohen

L'ACTION UNITAIRE FINIT PAR SE FAIRE ENTENDRE

interruption volontaire de grossesse médicamenteuse

Voilà 18 mois que le *Planning familial*, avec d'autres partenaires, comme la *Coordination pour le droit à la contraception et à l'avortement*, exigeaient l'autorisation de pratiquer des IVG médicamenteuses. Une action relayée par de nombreuses organisations féministes et politiques, dont le PCF.

C'est enfin gagné ! Un décret autorise enfin les centres de planification du *Planning familial* à pratiquer cette technique abortive jusqu'à cinq semaines. Cette mesure favorisera la proximité et améliorera l'accompagnement spécifique nécessaire à la pratique de l'IVG de qualité.

Pour autant, le *Planning* déclare rester très vigilant sur le maintien de l'IVG instrumentale au-delà de cinq semaines.

Plusieurs associations, en leur qualité de CPEF (centre de planification ou d'éducation familiale), structures financées par les Conseils généraux et affiliées au *Planning*, demandent à passer cette convention.

Cette avancée très appréciable pour des milliers de femmes est un encouragement pour nos luttes solidaires et nous confortent dans notre action pour défendre le droit des femmes à disposer de leur corps.

Lyon : un site unique pour l'interruption volontaire de grossesse

Le collectif de défense de l'IVG a été créé la semaine dernière suite à la fermeture du centre de l'Hôtel-Dieu.

Ce collectif, qui regroupe le *Planning familial* du Rhône, une vingtaine d'associations féministes et des syndicats, des partis politiques dont le PCF, s'inquiète des conséquences de cette fermeture. Pour ses 2 400 membres, l'éclatement vers les sites Lyon-Sud, Croix-Rousse et l'hôpital Mère-enfant de Bron pourrait compliquer les démarches et la prise en charge des patientes. Ils réclament la création d'un seul centre à l'hôpital Édouard-Herriot.

Afin de se faire entendre, ce collectif a lancé une *Pétition pour un seul site*, que vous trouverez sur :

<http://www.lyonmag.com/article/10159/un-site-unique-pour-l-interruption-volontaire-de-grossesse>

mères porteuses, des choix rassurants

Après de multiples réactions concernant l'éventuelle autorisation de louer le ventre des femmes pour porter un enfant, le Conseil d'État a rendu un avis qui devrait peser au moment d'un nouveau débat sur la loi de la bioéthique : il est formellement opposé à toute légalisation. Le Conseil d'État envisage par ailleurs d'avancer sur la filiation des enfants nés à l'étranger dans ces conditions.

Mais le débat fait rage et la bataille idéologique est sévère. Un peu partout, des articles fleurissent, des pétitions circulent. Le PCF devra prendre position publiquement après un débat démocratique dans nos rangs.

Élisabeth Ackermann

DES RENDEZ-VOUS

12 juin, pique-nique pour une loi cadre contre les violences faites aux femmes

Des associations qui agissent auprès des victimes, des associations féministes, des professionnels, des magistrats, ainsi que le CNDF (*Collectif national pour les droits des femmes*), ont été auditionnés par la commission d'évaluation mise en place par B. Accoyer, président de l'Assemblée nationale, dont Marie-George Buffet est la vice-présidente. Cette commission doit rendre fin juin son verdict sur la nécessité d'une loi cadre contre les violences faites aux femmes.

Au regard de l'ensemble des auditions qui, toutes, ont rappelé les insuffisances des lois françaises sur cette question, cette commission peut décider d'aller vers un débat et un vote à l'Assemblée nationale, mais, à ce jour et compte tenu de la situation politique, cela n'est pas gagné.

Ainsi et avant même la décision de cette commission, le CNPF et de nombreuses associations appellent à un pique-nique géant, le :

vendredi 12 juin 2009 à partir de 18 h

avec la participation d'artistes du *Théâtre de l'opprimé* et prises de paroles
la symbolique est qu'il aura lieu au Parc de Bercy, proche de la passerelle Simone de Beauvoir

venez nombreuses et nombreux

les droits pour l'égalité femmes/hommes s'invitent dans le mouvement social

Les femmes détenaient déjà les palmes d'or des discriminations et des inégalités avant la crise. Aujourd'hui, elles sont au cœur des mauvais coups portés par la politique gouvernementale. Alors que N. Sarkozy avait promis la hausse du pouvoir d'achat et la réduction des inégalités femmes/hommes, il s'abrite derrière la "crise" pour justifier la non tenue de ses engagements. Avait-il vraiment l'intention de les respecter ?

Les inégalités sont fortes à l'égard des femmes et cela risque de s'aggraver avec la politique de casse des services publics. La dégradation de l'accès aux soins, de l'école, des services de la petite enfance remettent en cause un droit chèrement acquis, celui, pour les femmes, d'avoir une activité professionnelle.

Face à la crise, aux méfaits de la politique Sarkozy et de son gouvernement, le mouvement social s'amplifie, c'est plutôt rassurant. Cependant, dans ce tourbillon des mauvais coups, les droits des femmes, l'exigence d'égalité semblent être relégués au second plan alors que ces exigences sont toujours porteuses d'avancées pour toute la société.

Pour faire entendre la voix des femmes dans la foulée de la manifestation du 7 mars 2009, plusieurs organisations féministes, syndicales, politiques ont décidé d'appeler à une **manifestation nationale** qui aura lieu le **samedi 17 octobre 2009 à Paris**.

Élisabeth Ackermann



LES MAURITANIENNES font entendre leurs voix

Marches banches, nuits blanches, sit-in de protestation : à quelques semaines des élections organisées par la junte au pouvoir en Mauritanie, les femmes démocrates font entendre leur voix.

Elles dénoncent la mascarade que représente cette élection. Elles luttent pour la restauration de la démocratie et contre le maintien au pouvoir des militaires putschistes du général Ould Abdel Aziz.

Composé d'élues, de syndicalistes, de militantes des droits de l'homme, d'ONG et de citoyennes, ce mouvement pacifique de femmes est en permanence réprimé. Le 19 Avril, plusieurs d'entre elles ont été rouées de coups.

Elles en appellent à la solidarité internationale.

Nous pouvons leur envoyer notre soutien sur le site : <http://fr.for-mauritania.org>

7 juin

Élections européennes

11 juin

Réunion de la commission nationale à Paris, à 18h30

12 juin

Pique-nique au parc de Bercy, à 18h, pour débat et vote de la loi cadre contre les violences faites aux femmes

19 juin

Conseil national : *La conquête des droits des femmes conditionne toute transformation de la société*, de 17h30 à 20h30

Tee-shirts

Des **tee-shirts Égalité** sont à votre disposition. Nous avons pris cette initiative pour deux raisons : rendre plus “visible”, plus attractif notre engagement lors de manifestations publiques de tous types dans tous lieux et permettre à notre commission de dégager de l’argent pour le Parti. Le coût est de 10 euros.

Vous pouvez les commander, par téléphone, auprès d’Élisabeth Ackermann, au 01 40 40 12 27 ou nous renvoyer le bon de commande ci-dessous.

BON DE COMMANDE tee-shirts Égalité

Fédération : _____
nom et adresse

Camarade qui passe commande : _____
nom et prénom, téléphone

nombre

_____ tee-shirts - taille small à 10 euros = _____

_____ tee-shirts - taille large à 10 euros = _____

Total commande : _____

ci-joint : règlement _____